CTPM du 16 mars 2011

Intervention de Christian CHEVALIER

Secrétaire général du SE-UNSA

Le 19 mars, la communauté éducative sera dans la rue pour dire tout le mal qu'elle pense de la politique budgétaire et éducative conduite depuis quatre ans. Ces orientations sont en train de déconstruire, tranche par tranche, pan par pan, notre système éducatif –certes bien imparfait- pour nous faire glisser par touches successives vers un modèle largement dérégulé qui ne peut pas être celui de la fédération UNSA-Éducation.

Désectorisation, réforme de la formation des enseignants, mise en place du dispositif ECLAIR, recrutements par les chefs d'établissements, refondation de l'évaluation des enseignants, velléités de revoir les obligations statutaires de service des personnels, autonomie élargie des établissements: autant d'expérimentations à haut risques dans les laboratoires de la rue de Grenelle et ….de la rue Regnault…et qui nous inquiètent.

Dans le même temps, les orientations progressistes sont à la peine. Le socle commun manque d'accompagnement et la réforme du lycée, pourtant nécessaire, s'essouffle faute des moyens qu'elle devrait réglementairement avoir et de réel pilotage national, abandonnée ainsi à des baronnies académiques de plus en plus autonomes.
Évidemment, on nous jure que ces évolutions, ces réformes, ces expérimentations n'ont qu'un seul but, l'amélioration du service public dans l'intérêt des élèves et du pays.

Permettez nous d'en douter largement, et cela malgré le dernier rapport sur la mise en œuvre de la RGPP présenté par monsieur Baroin la semaine dernière. Ce rapport d'étape érige un monument édifiant à la gloire de la politique conduite depuis 4 ans. L'auto satisfaction y suinte à chaque page. En effet, pourquoi faire modeste puisque cette politique est, nous dit-on, le nec plus ultra du progrès et de la modernisation ? Un univers, les « gisements d'efficience » - comprenez les niches d'économies- semblent inépuisables et évidemment indolores…

Coté Éducation Nationale, ce rapport vire à l'éloge. Tous les indicateurs sont au vert. Cela touche aussi bien le soutien scolaire du premier degré que la réforme des lycées généraux ou technologiques ou encore la rénovation de la voie professionnelle. Sans oublier les conditions de recrutement des futurs enseignants, l'optimisation de l'enseignement des langues ou encore l'organisation des remplacements.

Ce rapport relève tout à la fois de l'autosatisfaction et de la méthode Coué. Il expurge de ses analyses l'expression des acteurs et des usagers du service public. Rédigé dans un bocal idéologique, il est ainsi le reflet abrupt et froid d'un mode de gouvernement où la parole citoyenne mais aussi la réalité du terrain sont niées.

Un tel aveuglement politique est inquiétant. Aux oubliettes le gâchis dans l'organisation de l'aide personnalisé et de la semaine scolaire à l'école primaire. Passé sous silence les effets dramatiques de la désectorisation, dont, au passage, nous attendons d'ailleurs toujours un état des lieux précis de la part de ce ministère. A la trappe, la désintégration de la formation professionnelle des enseignants. Disparue la revalorisation promise de tous.

PISA est passé par ici…. il repassera par là, dans quelques années. Pour dresser un constat toujours plus alarmant. Comment pourrait-il en être autrement ? PISA aurait du constituer un

électrochoc pour notre pays. Il n'en n'est rien. L'orientation politique n'a pas bougé d'un iota !. Aucun infléchissement, aucun revirement. Cyniquement, ceux qui sont aux manettes se satisfont au fond du phénomène redoutable qui se terre derrière le résultat de PISA. C'est celui de la relégation aux marges de notre société d'un nombre grandissant de jeunes. C'est celui d'un écart qui se creuse entre ceux qui réussissent dans un système scolaire conçu pour reproduire les élites et ceux que leur origine sociale exclut, toujours plus nombreux. Et ce n'est certainement pas la création, pour se donner bonne conscience, de ces cache-misères que sont les internats d'excellence qui inverseront cette tendance lourde.

Alors à la casse, nous préférons nettement le CAS. Ce comité d'analyse stratégique, rattaché au premier ministre, qui vient de rendre public un document riche d'enseignements et qui renvoie le rapport d'étape sur la RGPP à son miroir complaisant !

Là où l'on nous assène depuis 4ans qu'il y a trop d'enseignants, le CAS, à rebours des assertions gouvernementales répétées, assénées chaque jour, démontre les piètres conditions d'encadrement dans l'Education nationale. La France présente – nous dit le CAS- non seulement le taux d'encadrement le plus faible, tous niveaux et tout établissement confondus avec seulement 6.1 enseignants pour 100 élèves, mais qui plus est, notre pays traite particulièrement mal, l'école primaire avec un nombre d'enseignants pour 100 élèves parmi les plus faibles des pays observés.

Quant au salaire des enseignants, là encore le comparatif n'est guère flatteur. Et ce n'est pas le pacte de carrière qui nous a été présenté dans cette même instance qui va « arrêter la paupérisation des enseignants » pour reprendre les propos récents du Président de la République.

Depuis 5 ans, ce sont 60.000 emplois qui ont été supprimés. Sous couvert d'amélioration, démentie par le CAS. Il s'agit bien là d'une orientation idéologique pensée en cohérence, mise en œuvre pour affaiblir le service public. Et c'est bien pourquoi l'Unsa-Éducation demande un moratoire sur ces suppressions d'emplois.

Alors oui, samedi prochain, nous battrons le pavé avec l'ensemble de la communauté éducative pour dire que cette politique est mensongère. Qu'elle est injuste et qu'elle ne répond pas aux enjeux citoyens, sociaux et économiques d'un monde en mutation.

Pour conclure permettez-moi de dire ici toute notre solidarité avec les personnels sociaux qui manifestent aujourd'hui pour de nécessaires évolutions concertées de la filière sociale.

++++++++++++

Enfin, concernant l'ordre du jour de ce CTPM, nous demandons le retrait du point 8 sur les CCP. En effet, nous souhaitons que puisse être examinée en même temps la situation des personnels BIATOSS, concernés par ce même sujet.